EHESS

Review
Author(s): Jérôme Blanc
Review by: Jérôme Blanc
Source: *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 62e Année, No. 6 (Nov. - Dec., 2007), pp. 1449-1451
Published by: EHESS
Stable URL: http://www.jstor.org/stable/27588017
Accessed: 26-06-2016 23:04 UTC

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at
http://about.jstor.org/terms

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

*EHESS* is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

This content downloaded from 137.99.31.134 on Sun, 26 Jun 2016 23:04:02 UTC
All use subject to http://about.jstor.org/terms

tialisation des phénomènes, en les appliquant en priorité à l'espace régional, c'est toute l'analyse qui s'en trouve infléchie. Caractérisée par des hiérarchies multiples et temporaires, l'organisation du système commercial *(gateway system)* aurait été essentiellement mouvante. Cette vision découle de la priorité accordée à l'étude des flux physiques de marchandises, en apparence plus faciles à saisir, au détriment des flux « invisibles » par lesquels s'opérait la circulation des ordres, des informations et des capitaux. Ces échanges « immatériels » sont évoqués à propos d'Amsterdam, mais curieusement pas en ce qui concerne Anvers.

Le livre montre bien que la partie méridionale des Pays-Bas a été beaucoup plus durement et durablement touchée par les aléas de la guerre. Il n'évoque pourtant jamais l'adaptation des fonctionnements commerciaux à cette conjoncture troublée, que les archives anversoises révèlent sans ambiguïté. Le développement rapide du commerce de commission dans cette période, la spécialisation de nombreuses firmes dans des fonctions bancaires liées aux transferts internationaux de fonds suggèrent en effet d'analyser autrement le système commercial des Pays-Bas à la fin du XVI^e^ siècle : en insistant sur les complémentarités de fonctions, envisagées dans un cadre spatial élargi.

Consacrée à la construction de la centralité d'Amsterdam, la deuxième partie de l'ouvrage aurait dû prendre ces évolutions fonctionnelles en considération. Un grand nombre des éléments que l'auteur avance à propos de son rôle comme centre d'information, et comme pôle de savoir-faire et de décision, pourraient, après tout, s'appliquer à Anvers. La question est donc plutôt de savoir comment Amsterdam a réussi à concentrer à son profit des fonctions éclatées pendant les dernières décennies du XVI^e^ siècle, et comment elle a su les rendre plus efficaces. Or, la façon dont l'auteur envisage l'évolution de la position d'Amsterdam dans le système laisse une impression mitigée.

Il affirme que cette centralisation des fonctions sur Amsterdam est davantage liée à l'impact déterminant de la demande intérieure (entendons par là un vaste hinterland continental) sur l'activité d'import-export qu'à sa position de place de redistribution *(staple trade)*. Mais ses exemples sont sur ce point inégalement convaincants. Contester notamment l'ampleur des réexportations de grains, en prenant pour référence les années 1667-1668, dénote pour le moins un manque de cohérence par rapport à la chronologie de l'ouvrage. D'autant qu'à ce moment, les Provinces-Unies ne sont plus, par rapport aux pays de l'Europe du Sud, dans la position de fournisseur structurel où elles se trouvaient quelques décennies plus tôt. Enfin, s'il avance l'hypothèse du lien entre les deux sphères de l'échange, plus distinctes dans la théorie que dans la pratique, à aucun moment il ne démontre selon quels processus elles s'articulent.

Un court compte rendu ne permet pas d'évoquer de nombreux aspects de ce livre. Tout un débat théorique qui mériterait de longs développements ne peut trouver ici sa place. Et, de ce point de vue, l'ouvrage de C. Lesger représente une introduction utile aux apports de l'historiographie néerlandaise. L'un de ces points faibles par rapport au sujet réside en revanche dans une prise en considération trop limitée de l'espace commercial européen et de l'historiographie qui le concerne, à l'exception, relative, des pays allemands. Plus de curiosité de ce côté aurait évité des approximations, comme celle qui conduit l'auteur, sur la base d'ouvrages certes connus, mais fautifs sur ce point, à doter Paris d'une population de 130 000 habitants, au milieu du XVI^e^ siècle, quand elle en a entre deux et trois fois plus !

JACQUES BOTTIN

1 - JAN DE VRIES et AD VAN DER WOUDE, *The first modern economy: Success, failure, and perseverance of the Dutch economy, 1500-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, [1995] 1997.

**Lucien Gillard**
*La Banque d'Amsterdam et le florin européen au temps de la République néerlandaise (1610-1820)*
Paris, Éditions de l'EHESS, 2004, 420 p.

Lucien Gillard contribue de façon convaincante à une historiographie économique des



This content downloaded from 137.99.31.134 on Sun, 26 Jun 2016 23:04:02 UTC
All use subject to http://about.jstor.org/terms

Provinces-Unies très dynamique ces dernières années. Ce livre constitue l'axe historique manquant d'une série de travaux d'économie historique, qui relie la période de la Renaissance[1] à celles, plus tardives, étudiées dans plusieurs articles parus dans les années 1990. Ainsi que les travaux précédents, cet ouvrage met l'accent sur les techniques bancaires et cambiaires, ainsi que sur les innovations institutionnelles, et s'appuie sur un travail statistique important, dont les sources nombreuses sont recensées dans une annexe.

La Banque d'Amsterdam était une banque de change qui émit et géra une monnaie scripturale propre deux siècles durant. À son apogée, entre 1683 et 1782, Amsterdam était la plaque tournante européenne non seulement de la marchandise mais aussi de son change et de ses métaux précieux, *via* les comptes courants auprès de la banque libellés dans une monnaie, le florin banco, qui était de fait la monnaie de la communauté européenne des marchands banquiers, ce qui conduit l'auteur à le qualifier d'« euro-florin ». L. Gillard réalise « une œuvre de revalorisation » de la banque, dont la réussite est difficile à analyser tant ses mécanismes complexes nous ont longtemps échappé, ce qui conduisit James Steuart à écrire que « très peu de gens sont en mesure de dire à quoi ça tient ».

Le livre est fort bien écrit, bien que la densité du propos le rende difficile. Il est structuré en six chapitres : présentation de la banque dans son contexte économique, politique, juridique, qui permet de saisir les fondements très politiques d'une banque logée dans l'hôtel de ville et dont le client principal est la Compagnie des Indes orientales ; présentation détaillée de la banque et son histoire (notamment au regard de ses contemporains), monopole public fondé sur l'élimination des changeurs, qui bientôt cependant reviennent comme caissiers externalisant des fonctions de la banque ; analyse de la déconnexion opérée par la banque entre son propre monnayage (pour les opérations internationales) et celui des ateliers monétaires (pour les opérations intérieures) *via* un agio variable ; analyse de l'articulation entre la monnaie de la banque et le marché des métaux précieux d'Amsterdam qui se structure bien avant ceux de Londres et plus encore de Paris ; analyse de l'émergence et du fonctionnement du marché des changes d'Amsterdam et de son rôle dominant en Europe ainsi que des difficultés à définir le pair et les points métalliques et à montrer que le florin banco bénéficiait bien d'une surcote ; analyse de la capacité qu'eut la Banque d'Amsterdam d'opérer des formes de régulation cambiaire et monétaire – L. Gillard ne s'autorise pas les termes de politique monétaire et de change. La conclusion est bienvenue car elle opère une synthèse nécessaire de l'ensemble de la réflexion accumulée et que les chapitres ne présentaient pas sous une forme aussi claire.

La première innovation de la banque est ce florin banco (1621), dont il résulte l'agio, une prime que paie le client pour convertir ses florins courants en florins bancaires. L'autre outil central du « siècle d'or » de la Banque d'Amsterdam, le récépissé de dépôt, est inventé en 1683. Ce papier, remis au déposant d'un sac d'espèces pour une petite partie de sa valeur non enregistrée en compte courant, constitue une option de retrait de ce sac à terme de six mois. Il va circuler comme moyen de paiement dans la communauté des marchands et va constituer la base d'un marché de produits dérivés. L. Gillard identifie un ensemble varié et complexe de possibilités d'arbitrage et de spéculation (tous deux ne pouvant se distinguer clairement), nées de cette configuration inédite et étendue de produits cotés, de marchés et d'accès aux monnaies ou aux métaux. Un ou des schémas synthétiques auraient aidé à visualiser à la fois ces possibilités et le système (et ses variations) créé autour de la Banque d'Amsterdam.

Dans une analyse séduisante, L. Gillard voit dans ce système un « modèle hydraulique » de déconnexion entre l'espace de circulation intérieur des Provinces-Unies et ses opérations avec le reste du monde. D'un côté, le florin banco recueillit la confiance des marchands-banquiers européens au point de devenir leur monnaie de règlement ; de l'autre, la déconnexion opérée grâce à la variation de l'agio ainsi que, plus tard, par le jeu sur le récépissé permit à l'économie interne des Provinces-Unies de ne pas être noyée par les



This content downloaded from 137.99.31.134 on Sun, 26 Jun 2016 23:04:02 UTC
All use subject to http://about.jstor.org/terms

flux de métaux qu'attira le rôle central de la Banque d'Amsterdam. Autrement dit, la thèse de David Hume sur les flux d'espèces métalliques régulateurs des déséquilibres internationaux ne fonctionne pas, de même que certains raisonnements quantitativistes.

L'efficacité du modèle hydraulique demeure discutable au regard de la stagnation des Provinces-Unies au moment où l'Angleterre décolle et lui ravit la place dominante à partir du dernier tiers du XVIII[e] siècle. L. Gillard admet un effet de répartition défavorable aux activités productives internes dû à la surévaluation structurelle du florin banco ; ceci suggère soit que la déconnexion a manqué d'efficacité, soit que les institutions existantes n'ont pas permis, dans le cadre de cette déconnexion, de soutenir l'activité productive. Là intervient cette proposition émise par Johannes Phoonsen peu avant 1683 d'abandonner le florin banco et de développer l'escompte pour les manufacturiers et commerçants du pays. Elle n'est pas adoptée, et en 1683 intervient l'innovation du récépissé : rendez-vous manqué qui ouvre le siècle d'or de la Banque d'Amsterdam mais ferme la possibilité d'un système bancaire plus moderne et adapté au financement des activités productives. Cette décision est « l'une des plus importantes, sinon la plus tragique, de toute l'histoire économique des Provinces-Unies ». C'est ainsi que la Banque d'Amsterdam aura été rien moins que l'institution qui « fut le principal vecteur de la transformation capitaliste de l'Europe à son époque », construisant, grâce à la captation et à la redistribution du capital, une période de transition vers le capitalisme productif qui émerge ailleurs, en Angleterre.

Deux petits regrets : le peu d'attention porté à la Banque de Hambourg, presque un décalque de celle d'Amsterdam, et l'absence d'index. Ce travail fera date cependant dans l'histoire et la compréhension non seulement de la Banque d'Amsterdam mais aussi de l'ensemble du système monétaire en Europe à l'époque. En l'absence de sources nouvelles, il constituera une référence pour les recherches à venir, et à ce titre il gagnerait à une publication en anglais pour toucher l'ensemble de la communauté des chercheurs.

JÉRÔME BLANC

1 - MARIE-THÉRÈSE BOYER-XAMBEU, GHISLAIN DELEPLACE et LUCIEN GILLARD, *Monnaie privée et pouvoir des princes. L'économie des relations monétaires à la Renaissance*, Paris, Éditions du CNRS/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

**Antoine Follain**
**et Gilbert Larguier (dir.)**
*L'impôt des campagnes. Fragile fondement de l'État dit moderne (XV[e]-XVIII[e] siècle), colloque tenu à Bercy les 2 et 3 décembre 2002*
Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005, 660 p.

Si la fiscalité est un enjeu majeur et classique de l'histoire de la construction de l'État moderne, cet ouvrage se distingue par une approche originale de la question. Partant du constat que l'historiographie s'est jusque très récemment surtout concentrée sur les finances royales et sur le rôle et la figure de l'intendant dans la mise en place d'une fiscalité plus adaptée aux besoins de l'État, le colloque de Bercy a cherché à concilier l'histoire politique et l'histoire de la taille (et des autres impôts qui lui sont assimilables) mais en faisant la part belle à la seconde. La question de la fiscalité des campagnes mérite en effet d'être étudiée non seulement parce qu'elle est la principale limite à l'action de l'État moderne mais aussi parce qu'elle apparaît comme une des variables qui structurent le plus fortement les communautés villageoises. Dans leur rapport introductif, Antoine Follain et Gilbert Larguier proposent un très intéressant et très référencé état des lieux de l'historiographie de l'imposition des campagnes et de l'État moderne. Il en ressort que le choix de la longue période s'imposait dans la mesure où le concept même d'État moderne n'a cessé de s'affaiblir ces dernières années, du fait de travaux historiques souvent plus enclins à étudier son aspect théorique que son fonctionnement pratique. C'est donc bien à une plongée dans l'histoire quotidienne, presque au ras du sol, de l'impôt, de sa répartition, de son prélèvement, de ses dysfonctionnements et de ses petites contestations que nous invite ce livre, depuis la mise



This content downloaded from 137.99.31.134 on Sun, 26 Jun 2016 23:04:02 UTC
All use subject to http://about.jstor.org/terms